



POLICY BRIEF

Réduire les inégalités au Burundi : pistes pour une croissance inclusive

Burundi, Mai 2025

i. Résumé

Cette policy brief est le résultat d'une enquête menée dans le cadre du projet « renforcer les Think tanks d'Afrique centrale pour lutter contre les inégalités, l'informalité et promouvoir une croissance inclusive dans la CEEAC ».

Cette enquête avait l'objectif d'analyser les questions en rapport avec l'informalité, les inégalités et la croissance inclusive en Afrique centrale en général et en particulier au Burundi. Toutefois, il a été rendu nécessaire de rédiger deux policy briefs séparées sur les trois thématiques de recherche.

Cette policy brief se focalise uniquement sur les inégalités au Burundi. Il a été remarqué que la société burundaise est caractérisée par des inégalités de tout genre.

L'enquête repose sur une approche mixte, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives. Une enquête représentative a été menée auprès de 75 répondants âgés de 15 ans et plus, répartis dans quatre villes burundaises (Bujumbura, Kayanza, Gitega et Ngozi). Les données ont été collectées à l'aide de questionnaires structurés et d'analyses de focus groups, permettant d'explorer les inégalités socio – économiques et les solutions éventuelles en termes de politiques publiques inclusives et équitables.

Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire structuré et de « focus focus groups » qui ont permis d'explorer les causes, les obstacles et les perspectives pour la réduction des inégalités au Burundi.

Les résultats révèlent une société marquée par des inégalités socio-économiques avec 80 % des répondants qui estiment que les inégalités de revenus ont augmenté au cours des cinq dernières années. Les femmes, qui représentent 68 % des répondants, sont particulièrement touchées par ces inégalités, avec un accès limité à l'éducation supérieure (seulement 4 % des femmes ont atteint ce niveau) et des obstacles persistants à leur participation économique, notamment par manque de ressources financières (76 %) et de reconnaissance de leur rôle économique. Malgré ces défis, l'enquête a identifié des opportunités pour transformer l'économie informelle en une économie formelle et inclusive.

Les principales recommandations montrent que même si le Burundi est toujours caractérisé par la prépondérance d'une économie informelle et par des inégalités socio-économiques, il y a moyen de mettre en place des politiques publiques de promotion des programmes de microfinancement adaptées aux besoins des travailleurs informels et des femmes entrepreneuses pour soutenir leurs activités et faciliter leur transition vers le secteur formel.

Bien plus, le Gouvernement pourrait continuer à encourager la formation de coopératives de crédit car elles offrent des conditions favorables aux travailleurs et elles facilitent l'accès aux ressources financières.

Enfin, l'enquête propose de mettre en place des initiatives ciblées d'entrepreneuriat féminin [incluant des programmes de financement, de formation et d'accès aux marchés] et de formation des réseaux de soutien pour les travailleurs informels afin de partager des ressources, des informations et des opportunités.

Le CDE et ses partenaires espèrent que si les recommandations issues de cette enquête sont bien intégrées dans les différentes politiques publiques, alors les pays d'Afrique centrale pourraient progresser vers une croissance économique plus équitable et inclusives car tenant compte des besoins des groupes vulnérables.

i.	Table des matières	
<i>i.</i>	<i>Résumé.....</i>	<i>1</i>
<i>ii.</i>	<i>Table des matières.....</i>	<i>3</i>
<i>iii.</i>	<i>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....</i>	<i>4</i>
0.	Introduction.....	5
1.	Approche méthodologique	7
2.	Résultats de l'enquête sur les inégalités socio – économiques	8
4.	Recommandations sur la réduction des inégalités.....	11
5.	Conclusion	12
	REFERENCES ET BIBLIOGRAPHIE	13

ii. LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

- **ADB** ; Agence de Développement du Burundi
- **AFD** : Agende française de développement
- **BIT** : Bureau international du travail
- **CDE** : Centre For Development and Entreprises
- **CEEAC** : Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
- **ECVMB** : Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages au Burundi
- **INSBU** : Institut National de la Statistique du Burundi
- **ISTEEBU** : Institut des Statistiques et d'Etudes Économiques du Burundi
- **OBR** : Office Burundais des Recettes
- **PAM** : Programme alimentaire mondial
- **PIB** : Produit intérieur brut
- **PNUD** : Programme des Nations - Unies pour le Développement
- **RGPH** : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
- **RGPHAE** : Recensement Général de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage
- **VCDA** : Virtual Capacity Development Academy
- **ZLECAF** : Zone de Libre - Échange Continentale Africaine

0. Introduction

Le Centre for Development and Entreprises Great Lakes (CDE Great Lakes) est un think tank créé au Burundi en 2017. Il réunit des hommes et des femmes ayant foi dans la liberté économique. Sa vision est une société où le marché libre, l'État de droit et le droit de propriété privée offrent à chaque burundais des opportunités d'épanouissement socio – économique.

Sa mission est la réduction des obstacles à la prospérité et aux opportunités selon les principes d'une société libre et de marché libre au Burundi.

Depuis septembre 2024, le CDE exécute sur financement de la Fondation Denis et Lenora Foretia un projet intitulé : " *Renforcer les capacités des groupes de réflexion d'Afrique centrale pour lutter contre les inégalités et l'informalité et promouvoir une croissance économique inclusive dans la région de la CEEAC*".

L'enquête dont est extrait les résultats de cette policy brief a été réalisée dans tous les pays de la CEEAC. Ces derniers restent caractérisés par une économie informelle, des inégalités socio - économiques criantes et de faibles performances économiques. D'où les questionnements sur les politiques publiques à mettre en œuvre pour transformer l'économie de ces pays et tendre vers plus de réformes économiques mettant un accent particulier sur la lutte contre les inégalités et la recherche du développement inclusif qui ne laisse personne de côté.

Le Burundi, pays à cheval entre l'Afrique centrale et l'Afrique orientale, avec sa superficie de 27.834 km², a une population de 12.332.788 habitants dont 5.901.069 hommes (47,8%) et 6.431.719 femmes (52,2%) répartis selon le milieu de résidence à hauteur de 24,5% pour le milieu urbain et 74,6% pour le milieu rural.

La valeur de l'IDH du Burundi pour 2019 s'établissait à 0,433; ce qui plaçait le Burundi dans la catégorie « développement humain faible » et au 185ème rang parmi les 189 pays et territoires. Cet IDH du Burundi était inférieur à la moyenne des pays du groupe développement humain faible établie à 0,513 et inférieur à la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne, établie à 0,547. Son revenu national brut par habitant a diminué de près de 32,9% entre 1990 et 2019.

En 2021, en termes de répartition de la main d'œuvre, 85,14% étaient dans l'agriculture, 3,14% dans l'industrie et 11,72% dans le secteur tertiaire au moment où pour la même année 13,12% de la population burundaise n'avaient pas accès à l'eau potable, 45,26% n'avaient pas accès aux services de santé et le taux analphabétisme était évalué à 29,60% de la population.

Ces quelques données nous montrent combien les questions en rapport avec l'informalité, les inégalités et la croissance inclusive trouvent un écho très résonnant au Burundi et par conséquent la problématique de la réduction de l'informalité et des inégalités par la stimulation de la croissance inclusive est bien posée au Burundi.

1. Approche méthodologique

L'objectif principal de cette enquête est d'analyser les questions en rapport avec les inégalités.

Les objectifs spécifiques de cette enquête étaient entre autres :

- ✧ Analyser les inégalités socio – économiques au Burundi
- ✧ Comprendre et identifier les politiques publiques à même de réduire les inégalités socio – économiques et de garantir une croissance inclusive au Burundi

Pour bien mener cette enquête, nous avons fait recours à la fois aux données primaires et secondaires. Premièrement, nous avons fait recours à l'analyse documentaire. Pour cela, nous avons consulté les ouvrages, les rapports des institutions financières internationales comme la banque mondiale et la Banque africaine de développement ainsi que les publications scientifiques (ouvrages et articles) sur les thématiques concernées par notre recherche.

Deuxièmement, comme outils de collecte de données, nous avons privilégié le questionnaire d'enquête et les focus groups. En effet, la recherche en question était à la fois qualitative et quantitative. Pour le côté quantitatif, le questionnaire utilisé était le même que celui qui a été utilisé dans les autres pays couverts par cette enquête régionale.

Le questionnaire a été adressé aux individus qui étaient susceptibles de nous apporter des informations pertinentes pour notre recherche. Ces derniers étaient différents par l'âge, le genre, le lieu de résidence, la formation et la catégorie sociale. Notre enquête s'est déroulée dans quatre (4) centres urbains de Bujumbura, Kayanza, Ngozi et Gitega. Notre enquête a concerné 75 personnes choisies de manière équilibrée avec un focus sur les critères suivants : le nom, la province d'origine, le niveau d'étude, la résidence actuelle, l'Etat matrimonial, l'occupation d'avant, l'occupation actuelle, leurs perceptions par rapport à l'activité commerciale de rue, le revenu et son affectation, les motivations qui les encouragent à investir dans le commerce, les difficultés rencontrées dans cette activité commerciale ainsi que les perspectives qui pourraient être envisagées au niveau

légal et politique pour réduire les inégalités socio – économiques au Burundi et permettre une croissance inclusive et durable.

2. Résultats de l'enquête sur les inégalités socio – économiques

Pour saisir le phénomène des inégalités socio – économiques, nous avons pris en compte le niveau de répartition des richesses, les inégalités des revenus et de genre, ce qui nous a permis de proposer des stratégies de les réduire.

D'après cette enquête, tous les répondants (100%) pensent que la richesse n'est pas bien répartie dans leurs communautés car ils estiment. Par contre, ils affirment qu'ils ont accès aux services de santé (96%) et que leurs enfants ont accès à l'éducation (96%). Les répondants reconnaissent également que leurs revenus permettent de subvenir aux besoins d'éducation (96%) et aux soins de santé (96%) de leurs familles. Par contre, 44% des répondants estiment que leurs revenus ne leur permettent pas de subvenir aux besoins de loisir de leurs familles contre 52% qui y parviennent.

Les répondants estiment que le niveau d'inégalités des revenus au sein de leurs communautés est très élevé (80%). En effet, la plupart d'entre eux (56%) ont un revenu mensuel compris entre 220.000 et 500.000 francs burundais (Fbu) au moment où environ un tiers (28%) ont un revenu mensuel inférieur à 220.000 francs burundais.



80 % des répondants estiment que les inégalités économiques ont augmenté au cours des cinq dernières années.

Les répondants ont reconnu qu'ils n'avaient pas accès aux ressources financières (par exemple, crédits, prêts) (80%) alors que seulement 16% y avaient un accès modéré.

Concernant les inégalités de genre, la plupart des répondants reconnaissent que la valeur de la contribution économique des femmes au ménage est importante (76%) et même très importante (24%). Mais ils estiment que les revenus des femmes sont légèrement (32%) et moyennement (48%) suffisants (48%) pour couvrir les besoins de base du ménage tout en reconnaissant que les femmes contribuent financièrement aux dépenses du ménage à une fréquence de 48% et qu'au Burundi, la contribution économique des femmes est reconnue au sein de la communauté à hauteur de 88%.

Les répondants apprécient la participation des femmes à l'économie locale (92%) et 80% d'entre eux partagent l'idée que le travail non rémunéré des femmes devrait être considéré comme un élément de l'économie. Par ailleurs, ils pensent que dans la société burundaise, les femmes éprouvent de difficultés importantes (12%) mais plutôt quelques difficultés (88%) à développer des activités économiques en raison des responsabilités familiales.

Cependant, les répondants ont identifié le manque de ressources financières (76%) comme obstacle à la participation des femmes à des activités économiques et ils estiment que les conditions économiques du Burundi ne bénéficient pas à tous les citoyens de manière équitable (64%). C'est pourquoi, les répondants estiment à 92% que les opportunités économiques (emplois, crédit, formation, etc.) sont inaccessibles aux groupes marginalisés de la communauté.

3. Les stratégies de réduction des inégalités socio – économiques

Les résultats de l'enquête mettent en évidence une prise de conscience collective des inégalités socio – économiques qui persistent au sein de la population. Les participants ont proposé plusieurs stratégies pour réduire ces inégalités entre autres :

- **L'amélioration de l'accès à l'éducation** : Les participants à l'enquête et aux focus group ont souligné l'importance d'accroître l'accès à une éducation de qualité et aux programmes de formation professionnelle, en particulier pour les jeunes et les femmes. Cela permettrait d'améliorer leurs compétences et de favoriser leur employabilité. L'octroi des bourses d'étude pour les étudiants issus des familles modestes pourrait également aider à réduire les obstacles financiers à l'éducation.
- **La réglementation et la prise en considération du secteur informel** : Les participants ont suggéré de mettre en place des programmes d'aide aux travailleurs du secteur informel pour qu'ils formalisent leurs activités. Cela pourrait inclure une simplification des procédures administratives et une facilitation à l'accès aux financements. Il pourrait s'agir aussi de fournir une couverture sociale aux travailleurs informels, c'est – à – dire l'accès aux soins de santé, aux congés payés et à d'autres avantages sociaux et ces avancées constitueraient une étape cruciale pour réduire les inégalités sociales au Burundi.
- **Le soutien à l'entrepreneuriat** : Les données recueillies auprès des participants à l'enquête et aux focus group ont mis en évidence le besoin d'améliorer l'accès aux microcrédits et aux subventions pour encourager l'entrepreneuriat, en particulier chez les femmes et les jeunes.
- **La sensibilisation et l'éducation à la citoyenneté** : La promotion des programmes d'éducation à la citoyenneté qui sensibilisent les individus aux droits et aux responsabilités civiques pourrait renforcer la participation communautaire et réduire les inégalités. En effet, à Kayanza, les participants ont suggéré que la mise en place des campagnes de sensibilisation sur les inégalités socio – économiques pourrait encourager l'émergence d'une conscience collective et des actions solidaires comme l'éducation des familles à la gestion financière.
- **L'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques inclusives** : Les participants ont recommandé des réformes fiscales visant à réduire les inégalités, telles que la réduction des impôts et l'amélioration du climat des affaires en vue de permettre l'investissement privé dans les secteurs productifs et surtout l'encouragement des investissements directs étrangers dans les secteurs porteurs de croissance.

4. **Recommandations sur la réduction des inégalités**

- **Au Ministère de la solidarité Nationale, des Affaires sociales, des Droits de la Personne Humaine et du genre**

- ❖ *Promouvoir l'Égalité de Genre*

- Mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'égalité de genre et de la répartition des responsabilités familiales entre hommes et femmes.
- Soutenir les initiatives d'entrepreneuriat féminin par le biais de programmes de financement, de formation et d'accès aux marchés.

- **Au Ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité Publique**

- ❖ *Soutenir les Initiatives Communautaires*

- Financer des programmes communautaires locaux qui soutiennent les groupes vulnérables, en mettant l'accent sur le développement économique local et l'autonomisation des femmes
- Encourager la formation de réseaux de soutien pour les travailleurs informels afin de partager des ressources, des informations et des opportunités.

- **Au Ministère de l'Education Nationale et de la recherche scientifique**

- ❖ *Renforcer l'accès à l'éducation*

- Gratuité réelle de l'enseignement primaire et secondaire, y compris les fournitures scolaires
- Formation des enseignants et amélioration des infrastructures scolaires
- Encourager la scolarisation des filles et lutter contre le décrochage scolaire
- Développer l'enseignement technique et professionnel pour faciliter l'insertion dans le marché du travail

5. Conclusion

Cette étude, menée dans le cadre du projet « Renforcer les Think tanks d'Afrique centrale pour lutter contre les inégalités, l'informalité et promouvoir une croissance inclusive dans la CEEAC », a révélé des défis structurels majeurs au Burundi, notamment la prédominance de l'économie informelle, les inégalités socio-économiques et une croissance peu inclusive.

Les résultats de l'enquête, basée sur une approche mixte (quantitative et qualitative), montrent que les inégalités socio-économiques sont marquées, avec 80 % des répondants estimant que les inégalités de revenus ont augmenté au cours des cinq dernières années. Les femmes, qui représentent 68 % des répondants, sont particulièrement touchées par ces inégalités car elles continuent à faire face aux obstacles dans leur participation économique notamment le manque de ressources financières (76 %) même si la communauté reconnaît l'importance de leur rôle économique.

Bien que le Burundi soit confronté à des défis économiques et sociaux majeurs, les résultats de cette étude montrent qu'il existe des leviers pour promouvoir une croissance inclusive. La mise en œuvre des recommandations proposées, notamment l'amélioration de l'accès à l'éducation, la formalisation des activités économiques et le soutien aux groupes vulnérables, nécessite un engagement concerté de la part des gouvernements et des acteurs clés, et pourrait contribuer à une transformation économique durable.

En intégrant ces mesures dans les politiques publiques, avec une approche holistique, le Burundi et les autres pays d'Afrique centrale pourraient progresser vers une société plus équitable, prospère et résiliente.

REFERENCES ET BIBLIOGRAPHIE

- Afrcan development bank Group, 2019. Burundi Economic Outlook
- David, A.2019. Réduire les inégalités. Propositions d’agenda pour la coopération internationale, Policy Paper, AFD Editions,
- EPAULARD, A.2003. «la pauvreté dans les pays en développement et les pays en transition», Reflets et Perspectives, XLII
- GIRAUD, G., KORREALES, F. et POGGI, C. 2019. Les inégalités dans le monde : où en est-on ? Etudes, janvier, n°4257
- INSBU, EICVMB 2019
- INSBU, 2023. Indicateurs du développement humain durable, année 2021, Bujumbura
- Jacquemont, P., Economie politique de l’Afrique Contemporaine, Paris, Armand Colin, 2013
- PNUD, 2017. Inégalités de revenus en Afrique subsharienne: tendances divergentes, déterminants et conséquences, PNUD
- PNUD, Rapport sur le développement humain 2020. Note d’information à l’intention des pays concernant le Rapport sur le développement humain 2020. Burundi consulté sur le site web <https://hdr.undp.org/sites/default/files/Country-Profiles.fr/BDI.pdf>
- République du Burundi, Décret n°100/032 du 27 mars 2025 portant publication des résultats préliminaires du recensement général de la population, de l’habitat, de l’agriculture et de l’élevage au Burundi, édition 2024 (RGPHAE, 2024)
- République du Burundi, 2016. Évaluation de la pauvreté au Burundi, Banque mondiale
- RIOUX, R. et NAUDET, J-D. 2021. Développement et lutte contre la pauvreté : de la réconciliation au changement d’échelle », Politique étrangère, 1, p. 65 – 75
- SAVIDAN, P. La démocratie à l’épreuve des inégalités, Regards, juin 2024, n°63
- VCDA, Rapport pays 2024 – Burundi
- ZIMMERMANN, M-J. 2016. L’égalité au service de la croissance, Géoeconomie 79